

## AKTUELL

FRANCOPHONIE

# Tigre de papier

Luc Caregari

**La venue d'Abou Diouf, ancien président du Sénégal et actuel président de l'OIF (Organisation internationale de la francophonie), a permis de mieux connaître cette grande inconnue qu'est la francophonie.**

Première vraie surprise lors de l'entretien informel accordé aux journalistes luxembourgeois dans le salon feutré et discret de l'hôtel Royal : « L'OIF est une organisation politique », a affirmé Abou Diouf. Voilà du nouveau. Jusqu'à présent, la francophonie avait plutôt une image poussiéreuse, comme les perruques des monarques français qui voulaient que l'on parle leur langue dans leurs colonies. Mais voilà que, dans la bouche de son nouveau président, l'OIF prend des dimensions telles qu'on peut se demander pourquoi on aurait encore besoin de l'ONU. « L'OIF est une organisation internationale politique, de développement, d'éducation et culturelle. Nous sommes un Commonwealth à la française, mais avec l'accent mis sur la culture », précise le président. Ouf, on peut souffler. La revoilà, la fameuse culture française.

Et en première ligne de front : la langue française. Qui, elle, perd de plus en plus de terrain dans les institutions internationales comme dans les écoles et lycées hors de l'Hexagone. Dans ce contexte, il est compréhensible que l'OIF veuille étendre son domaine de lutte, en combinant d'autres prérogatives à la mission première de la francophonie. Ainsi, la francophonie se veut aussi « une arme contre le choc des civilisations, qu'on nous prédit. Nous ferons tout dans notre possible pour éviter qu'une telle chose arrive », a soutenu Abou Diouf. Quant à savoir par quels moyens une organisation internationale politico-culturelle tente de nous sauver du cauchemar du clash, la réponse est plutôt maigre : L'OIF peut sanctionner les Etats qui ne correspondent plus aux normes démocratiques internationales. Comme ce fût le cas en Mauritanie, qui a été exclue de l'organisation pour ne pas avoir respectée le droit de vote de ses citoyennes. « L'essentiel de nos actions n'est pas de sanctionner, mais d'accompagner les Etats vers plus de démocratie et surtout de prévenir que des manques de démocratie se produisent », explique Diouf. Comme l'enseignement des cours de justice au Congo.

A ce travail d'éducation s'ajoute celui, plus pénible, de la défense active de la langue française dans les institutions internationales. Ainsi, l'OIF veillera à ce que les panneaux et les affiches des JO de Pékin contiennent aussi des traductions françaises. Et dès qu'un plénum de l'ONU ou d'autres institutions internationales ne traduit pas ses délibérations dans la langue de Molière, l'OIF proteste. Dans ce contexte, le président Diouf a tenu des propos qui sont du moins douteux. Evoquant des fonctionnaires des Nations Unies qui n'ont pas tenu leur promesse de tenir leurs propos en français, il n'a pas rechigné à parler de « trahison des clercs » et de « trahison de nos intellectuels ». Ce ne sera certainement pas cela qui arrêtera le déclin de la langue française.

## Idées nobles, moyens réduits

Quant à la critique ou le rayon d'action de cette dernière, l'image véhiculée par le président Diouf est plus complexe. D'un côté, il a mis en question les récents accords ACP entre l'Europe et plusieurs pays africains, en disant que certains Etats africains n'étaient pas prêts pour supporter de tels accords. De l'autre, il se défend de toute critique directe par rapport à la France sarkozyste. Questionné par le woxx au sujet des vives polémiques en Afrique francophone au sujet des tests ADN et des discours paternalistes de Sarkozy sur le continent, il n'a pas voulu faire de commentaire. Et de rebondir sur le fait que l'OIF compte 55 Etats-membres. Ce qui est bien vrai, aussi bien que la France reste le principal bailleur de fonds de l'organisation. Pour Diouf, Sarkozy lui a semblé convaincu de la nécessité d'une communauté francophone forte et unie pour faire face, ensemble, « aux défis de demain ». Ensemble tout est possible, le contraire nous aurait étonnés.

En tout, la francophonie correspond très bien à l'image de la France dans le monde d'aujourd'hui : les idées nobles, les moyens réduits. Pourtant, ce serait dommage que la langue dans laquelle cet article est écrit disparaisse. Non seulement pour la richesse de la culture française et de l'importance capitale de ces idées, mais aussi parce qu'éduquer 65 millions de Français-es à parler une langue étrangère relèverait de l'impossible.

## SHORT NEWS

## CHL: Retourkutsche

Der Schlagabtausch zwischen der Patient\*in Vertriebung und dem Centre Hospitalier (CHL) geht mittlerweile in die dritte Runde. Erst letzten Freitag hatte die Patient\*in Vertriebung zu einer Pressekonferenz geladen, um sich gegenüber dem vom Gesundheitsministerium in Auftrag gegebenen Audit der CHL-Neurochirurgie zu positionieren. Ein Hauptkritikpunkt der Patient\*in Vertriebung war denn auch, dass der Auftrag des Gesundheitsministeriums nicht darin bestand, Expertisen über die beanstandeten Patientendossiers zu erstellen, sondern die Qualität des neurochirurgischen Dienstes des CHL zu durchleuchten. Dies sei mit nur geringem Zeitaufwand geschehen, wobei lediglich ein Bruchteil der Dossiers konsultiert worden sei. Auch müsse an der unabhängigen Bewertung des französischen Experten Bernard George gezweifelt werden: Die Interviews des Experten hätten immer in Gegenwart eines Direktionsvertreters des CHL stattgefunden. Die Patient\*in Vertriebung vermutet zudem aufgrund von schriftlichen Belegen, dass es im Vorfeld eine Bekanntschaft zwischen George und Vertretern des CHL gegeben habe. „Die Patient\*in Vertriebung hat falsche Informationen kolportiert - und das wiederholt und entgegen besserem Wissen. Dadurch werden Patienten und das Krankenhauspersonal verunsichert“, so Marco Schroell, „direkt\*in medizinisch“ im CHL. Anders als in verschiedenen Medien berichtet, habe der vom Gesundheitsministerium engagierte Experte Bernard George den Ärzten der Neurochirurgie des CHL keine Operationsfehler bescheinigt - also Fälle, in denen Leute starben, erblindeten oder gelähmt wurden. Im Gegenteil habe der Experte festgestellt, dass „pour conclure sur ces listes de complications qui ont fait l'objet de remous médiatiques en parlant de mort et de cécité n'en sont pas. Au contraire la prise en charge de ces patients paraît tout à fait correcte“. George selbst habe in seinem Gutachten notiert, dass er „l'ensemble des dossiers de la liste fournie par le Dr Terzis et par la Patient\*in Vertriebung“ und zwar „cas par cas“ analysiert habe. Auch habe es keine Beeinflussung seitens des CHL gegeben. Den Sabotagevorwurf in puncto Herausgabe von Patientendossiers lässt das CHL ebenfalls nicht auf sich sitzen. „Das Gesetz sieht vor, dass nur der Patient selbst die Dossiers einsehen kann, auch wenn das manchmal eine Weile dauern kann“, so Schroell. Jedoch gebe es zuweilen Diskussionen darüber, welche Unterlagen dem Patienten überhaupt ausgehändigt werden sollen. „Alles was persönlich ist, Notizen des Arztes oder der Krankenschwestern, die gehören nicht dazu“, so Schroell. Das Gerangel zwischen der Patient\*in Vertriebung und dem CHL zeigt vor allem eines: Es fehlt nach wie vor an einer neutralen Mediationsstelle, die zwischen den Beanstandungen der Patienten, der Patient\*in Vertriebung und den tätigen Ärzten und Krankenhäusern vermittelt.

woxx@home

## « Le sang du Christ, c'est pas d'la piquette ! »

La légende illustrant la photo de l'article au sujet de l'islam la semaine dernière était sans équivoque « Qui peut monter sur le 'minbar' ? » « Chouette, une faute ! », se dit le rédacteur en charge de la relecture en redressant avec satisfaction ce qu'il croyait être une erreur, gribouillant entre le « n » et le « b », le « i » qui devait forcément manquer. Voilà qui donne un sens inédit à la phrase : « Qui peut monter sur le minbar ? ». Sans le savoir, notre rédacteur est un redoutable conseiller marketing pour religions. Après les minibars dans les mosquées, pourquoi pas des cours de bricolages dans les églises : « Aujourd'hui : planter des clous sans se blesser ! ». Ou dans les synagogues : « Semaine spéciale circoncisions. Deux coupes pour le prix d'une ! » Comme quoi, quand il s'agit de religion, le woxx est de bonne foi.